

Lettre argumentaire - création de la LP « activités juridiques : Mandataire judiciaire à la protection des majeurs »

1. Justification du projet (lien avec la stratégie de formation de l'établissement, évolution du secteur, de la profession, évolution de la réglementation, secteur émergent scientifiquement ...)

La création de la licence professionnelle mention « activités juridiques : Mandataire judiciaire à la protection des majeurs » (MJPM) s'inscrit dans un contexte particulier. Elle vient remplacer, suite à des travaux nationaux portés par le Ministère des solidarités et des familles, un certificat national de compétence (CNC MJPM), requis pour exercer ce métier.

L'Etat - par l'intermédiaire de la DREETS - régule l'accès à ce métier par la publication d'un schéma régional de la Protection des Majeurs (2020-2024). Il a constaté à la fois la saturation des services mandataires (page 38) et la nécessité de développer la qualité de la formation initiale et continue (page 56). La création de cette licence professionnelle peut venir modifier ces deux points.

Cette formation était assurée à Reims, depuis 2009, par l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) de Champagne-Ardenne, partenaire de l'Université de Reims Champagne-Ardenne au sein de l'association « réseau d'établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche de la Champagne-Ardenne ». La transformation du CNC MJPM en licence professionnelle MJPM délivrée par l'URCA s'inscrit naturellement dans ce partenariat, la licence professionnelle trouve sa place dans l'offre de formations de l'UFR des Sciences Économiques, Sociales et de Gestion (SESG), qui entretient depuis de nombreuses années des relations étroites avec l'IRTS et qui délivre une licence professionnelle intervention sociale depuis plus de 20 ans (accréditation en juillet 2000).

2. Positionnement de la formation dans l'offre de l'établissement, du site, et le cas échéant aux niveaux régional et national, en indiquant les formations similaires

Malgré son positionnement dans la mention « activités juridiques », la LP MJPM n'est pas réduite à ces seules activités. En effet les publics visés sont des personnes vulnérables dans différentes registres (santé, santé mentale, économie, social, relationnel...). Les personnes concernées sont suivies, accompagnées, voire hébergées dans des structures médico-sociales liées soit aux handicaps soit aux pertes d'autonomie. Nous sommes bien là dans le champ de l'intervention sociale, une dénomination qui aurait pu être possible. De ce fait elle vient compléter utilement la filière sanitaire et sociale présente à l'Université de Reims Champagne-Ardenne depuis plus de 20 ans. Ce complément se fait en amont et en aval : cela peut constituer un débouché supplémentaire notamment pour les étudiants en licence sciences sanitaires et sociales, pour des étudiants issus de BTS (Economie Sociale et Familiale ou Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Social) ou du BUT Carrières sociales (formation délivrée par l'IUT de l'URCA, site de Châlons), voire pour des personnes en reconversion professionnelle. En aval, l'offre des masters dans ce champ peut constituer un débouché pour des mandataires aspirant à des fonctions d'encadrement dans le médico-social. Au sein de l'UFR des Sciences Économiques, Sociales et de Gestion (SESG) de l'URCA, cette nouvelle licence professionnelle vient compléter une offre de formation déjà présente, visible et attractive dans le domaine des formations du social : licence sciences sanitaires et

sociales, licence professionnelle intervention sociale, master intervention et développement social, DU métiers de l'insertion et de l'accompagnement social. L'UFR SESG est également partenaire du Lycée Libergier (Reims) pour la préparation du Diplôme d'Etat de Conseiller en économie sociale et familiale et la délivrance du grade licence aux diplômés.

En termes géographiques le bassin de recrutement est le même que pour les diplômes déjà présents à l'URCA (Aube, Haute-Marne, Marne, Ardennes, Aisne). A l'horizon 2024, année d'ouverture de la formation, il n'est pas prévu d'ouvrir d'autres licences professionnelles MJPM dans la région Grand Est. Cela se fera au plus tôt en 2025.

Au niveau national, cette offre de formation sera présente dans plusieurs Universités, aux quatre coins de la France. Pour l'instant il n'y a pas vraiment de visibilité sur ce point.

3. Relations avec le milieu socio-professionnel, entreprises partenaires, tissu industriel ; pour les licences professionnelles, préciser les accords passés au sein d'un secteur d'activités, avec des branches professionnelles et/ou les entreprises ou autres organismes d'employeurs potentiels des diplômés

La spécificité de ce secteur, tant par les trois statuts possibles d'exercice de la fonction de mandataire judiciaire (service mandataire, préposé d'établissement et mandataire indépendant), que par la grande diversité des services mandataires et des établissements de santé, ne permet pas d'avoir un accord global avec les branches professionnelles ou entreprises.

Néanmoins, compte tenu de l'antériorité et de la reconnaissance de la formation MJPM à Reims un réel travail de coopération a permis de tisser des liens professionnels durables. Ceux-ci s'exercent à la fois pour l'accueil de stagiaires, pour les interventions de professionnels dans la formation, pour l'organisation des jurys et par le recrutement des nouveaux diplômés, mais aussi dans la participation au conseil de perfectionnement.

Pour les stages, qui se déroulent uniquement auprès de mandataires en poste, toutes les associations tutélaires accueillent volontiers des stagiaires. Il y a aussi des centres hospitaliers qui accueillent des stagiaires grâce à la présence des préposés d'établissement qui exercent dans le secteur hospitalier avec le statut de fonctionnaires. Il y a enfin les mandataires judiciaires privés qui exercent dans le secteur libéral. La licence professionnelle va contribuer à un élargissement des publics et l'on peut anticiper que des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation pourront voir le jour en lien avec le CFA de l'URCA et le Service formation continue et alternance de l'UFR SESG.

4. Objectifs en termes de recrutement : publics visés ; pour la formation continue, catégories de salariés susceptibles d'être intéressés

Du fait de l'identité plurielle de la profession de mandataire judiciaire, les publics visés par cette formation recouvrent plusieurs catégories socio-professionnelles. Au regard des objectifs passés en termes de recrutement, les salariés susceptibles d'être intéressés proviennent, par ordre de priorité, de trois secteurs : le travail social, puis le monde du droit et celui des services gestionnaires et financiers.

En conséquence, le recrutement au sein de la formation de mandataire judiciaire doit viser les personnes suivantes :

- Les professionnels en poste de MJPM - sans le certificat national de compétence -, ou souhaitant l'être. Il peut s'agir de travailleurs sociaux ou de personnels de soin ou administratifs.
- Les avocats, juristes, notaires et clerks de notaires, responsables des ressources humaines, banquiers et gestionnaires du patrimoine et comptables souhaitant compléter leurs compétences juridiques et financières pour pouvoir pleinement exercer les mesures judiciaires dans le secteur social.
- Et enfin les étudiants de l'enseignement supérieur issus de la licences sciences sanitaires ou sociales ou d'autres cursus (DU MIAS, BUT Carrières sociales, BTS ESF, BTS SP3S, DECESF, licence économie, licence gestion ou licence de droit).
- Les personnes en reconversion professionnelle, bien souvent demandeurs d'emplois, désirant se réorienter vers ce nouveau métier.

Pour cette formation, le public visé s'est élargi du fait de la plus grande accessibilité de cette licence professionnelle par rapport au système précédent du Certificat National de Compétences (CNC). En effet, les diplômés du bac (niveau IV) peuvent désormais accéder à ce parcours académique sans avoir à justifier l'achèvement de trois années professionnelles. Le recrutement au sein de cette formation sera donc d'autant plus long et complexe du fait du large panel de publics visés. Cette diversité de publics et de statuts est un atout pour la professionnalisation qui a toujours une dimension collective, elle s'enrichit avec l'apport du groupe et chaque acteur s'implique dans ce processus d'amélioration des savoirs et des capacités.

Selon leurs situations les personnes accueillies dans cette formation auront des statuts distincts :

- Salariés en formation continue
- Demandeurs d'emplois pris en charge par le Conseil Régional
- Bénéficiaires de contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.
- Etudiants en formation initiale.

Pour les personnes qui correspondent aux critères réglementaires le recours à la validation des acquis professionnels et des acquis de l'expérience sera tout à fait possible.

5. Objectifs en termes de flux pour la prochaine période (filières et bassin de recrutement, flux attendus)

Avant de déterminer les objectifs en termes de flux pour la prochaine période, il apparaît nécessaire d'analyser les flux antérieurs. Depuis 2009, le centre de formation de l'IRTS a formé

environ 265 stagiaires MJPM pour une moyenne de 18 personnes par an. En cette année universitaire 2023-2024 démarre la 15^{ème} promotion à l'IRTS.

En termes de nombre, la formation atteint un chiffre optimal lorsque la promotion est formée par une vingtaine de stagiaires. Un effectif de 30 personnes nous semble être le maximum pour parvenir à une formation complète et efficiente de l'ensemble du groupe. En effet, l'identité même du parcours de formation requiert de concentrer l'enseignement sur un groupe réduit d'apprenants. Cette proximité facilite le partage des expériences (professionnelles et autres) et permet de renouveler leurs savoirs

En termes de bassin de recrutement, le centre de formation attire les habitants des départements de la région champenoise et ceux gravitant autour : Aube, Ardennes, Marne, Haute-Marne, Aisne et Meuse. Les statistiques des promotions précédentes montrent que le contingent d'étudiants provient d'un trio : la Marne, l'Aube et l'Aisne. Du fait de la proximité de Reims avec Paris, il n'est pas rare de voir le bassin de recrutement inclure des étudiants de la région parisienne, notamment en Seine et Marne.

Ainsi, nous pouvons estimer que le flux attendu sera plus important que les années précédentes du fait du plus grand attrait de la licence professionnelle par rapport au certificat national. Une première sélection sur dossiers, complétée par des entretiens, permettra d'atteindre le nombre d'étudiants optimal pour garantir le bon apprentissage au sein de cette formation. L'objectif reste donc de maintenir l'année prochaine la constitution d'une promotion dans une fourchette de 25 à 30 personnes.